



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 2305

Texte de la question

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**M. le président.** La parole est à Mme Valérie Fourneyron, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**Mme Valérie Fourneyron.** Monsieur le ministre de l'intérieur, l'horreur du terrorisme ne connaît aucune limite. Alors que l'on croyait avoir atteint le comble de la barbarie, voilà que Daech franchit un nouveau palier dans les exactions, Daech, les nouveaux maîtres de la terreur, née sur les décombres du conflit syrien, une entité monstrueuse, plus puissante, plus connectée, plus sanguinaire.

Il n'y a pas de mots pour décrire l'horreur des images du supplice abject de Peter Kassig et de soldats syriens. Ces images nous en évoquent d'autres, terribles, celles de l'exécution de notre compatriote Hervé Gourdel en Algérie il y a quelques mois, et nous tremblons d'effroi aujourd'hui pour Serge Lazarevic, le dernier otage français encore détenu dans le monde.

Ce qui est inquiétant, c'est le profil de ces nouveaux djihadistes. Des milliers de jeunes occidentaux sont engagés dans cette folie, des jeunes entre dix-huit et vingt-neuf ans pour la plupart mais aussi des mineurs, solitaires, qui ont rarement un passé criminel.

Actuellement, 375 Français seraient en Syrie et en Irak au service du djihad. C'est le plus gros contingent occidental. À 80 %, ils viennent de familles athées, se sont radicalisés seuls, à une vitesse effarante, et ont été recrutés sur internet, et c'est sur internet qu'ils deviennent des bourreaux et participent à la propagande haineuse et mortifère de Daech, comme Maxime Hauchard, identifié dans la vidéo d'exécution de Peter Kassig.

Monsieur le ministre, nous connaissons votre droiture, votre attachement à l'État de droit, aux valeurs de la République. Nous avons voté ici, il y a quelques jours, le projet de loi de lutte contre le terrorisme que vous avez présenté et les interdictions de sortie du territoire. Pouvez-vous nous rappeler quelle stratégie globale met en œuvre le Gouvernement pour lutter contre ce terrorisme d'un nouveau genre ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.** Vous m'invitez, madame la députée, à faire un point sur l'action du Gouvernement français dans la lutte contre le terrorisme et vous évoquez ces images absolument monstrueuses, abjectes des assassinats qui ont été commis ce week-end, ces images de la décapitation non seulement de l'otage Kassig, mais également de soldats syriens.

D'abord, nous sommes déterminés à prévenir ces actes de barbarie. C'est la raison pour laquelle nous avons

mis en place une plate-forme de signalisation qui conduit à la mobilisation, autour des préfets et des procureurs de la République, sur le territoire, de toutes les administrations françaises pour que ces jeunes ressortissants qui ont la tentation de basculer dans les groupes terroristes en Irak et en Syrie ne le fassent pas.

Nous sommes également dans la prévention lorsque nous instaurons dans la loi qui a été adoptée par une large majorité au Parlement une interdiction administrative de sortie du territoire, qui empêche nos ressortissants d'aller dans ces groupes terroristes pour commettre des crimes abjects comme ceux dont les images ont été diffusées encore récemment.

Nous sommes également dans la prévention lorsque nous proposons que, sous le contrôle du juge administratif, soient bloqués des sites, des blogs qui appellent au terrorisme, car 90 % de ceux qui rejoignent les groupes terroristes en Irak et en Syrie partent à cause de la propagande diffusée sur internet.

**M. Jean-Michel Villaumé.** Exact !

**M. Bernard Cazeneuve, ministre.** Nous voulons aussi neutraliser ceux qui reviennent en mettant en place une nouvelle incrimination, d'entreprise individuelle terroriste, pour que les juges puissent procéder à la judiciarisation de toutes les situations lorsque les terroristes reviennent.

Enfin, nous sommes dans la coopération internationale lorsque, avec les ministres de l'intérieur de l'Union européenne, nous essayons avec la mise en place du PNR, l'approfondissement de Schengen, d'assurer la surveillance de ces djihadistes lorsqu'ils reviennent sur le territoire de nos pays pour pouvoir les neutraliser.

Voilà l'action de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Valérie Fourneyron](#)

**Circonscription :** Seine-Maritime (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2305

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [19 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 novembre 2014](#)